

Le rythme s'accélère

LE BAC VU DE L'INTÉRIEUR

Allyssia aura 18 ans le 26 juin. Élève à la cité scolaire de Noyon (Oise), elle est aussi correspondante de presse pour le *Courrier picard* et fait partie des 18 000 lycéens picards qui passent le bac depuis lundi. Elle nous fait partager, régulièrement, ses impressions de candidate, pour un regard sur le bac vu de l'intérieur.

Le plus gros est passé ! Mardi matin : épreuve d'histoire-géographie, tout le monde priait pour avoir le sujet majeur en histoire et seulement une cartographie en géographie. Et là... Miracle ! Et, cerise sur le gâteau, un des sujets était sur la guerre froide, le chapitre que je maîtrise le mieux. Je ne vous dis pas les soupis de soulagement quand on a découvert les sujets.

L'après-midi : épreuve dans la deuxième langue vivante : anglais pour moi. Soit, il y avait un piège, soit le texte était réellement simple ! Je suis assez confiante pour ces deux épreuves...

Hier matin, avant dernière épreuve écrite de littérature. J'ai choisi les *Contes de ma mère l'Oye* de Perrault car je me sentais assez à l'aise sur les questions posées. Je n'ai pas de sentiment d'échec, mais je ne préfère pas m'avancer et dire que c'est dans la poche car on n'est jamais sûr de rien.

Dans notre lycée, nous avons l'habitude de faire des bacs blancs toutes les semaines. Cette semaine d'examen n'est pas si stressante, on est rodé... Mais, si on se plante, les conséquences ne seront pas les mêmes.

Demain, dernière épreuve écrite : allemand. S'ensuit une semaine où je pourrai souffler avec mes cahiers puisqu'il me restera une dernière épreuve : l'oral d'italien, le 26.

Paris-Beauvais : Gewerc écrit à Pépy

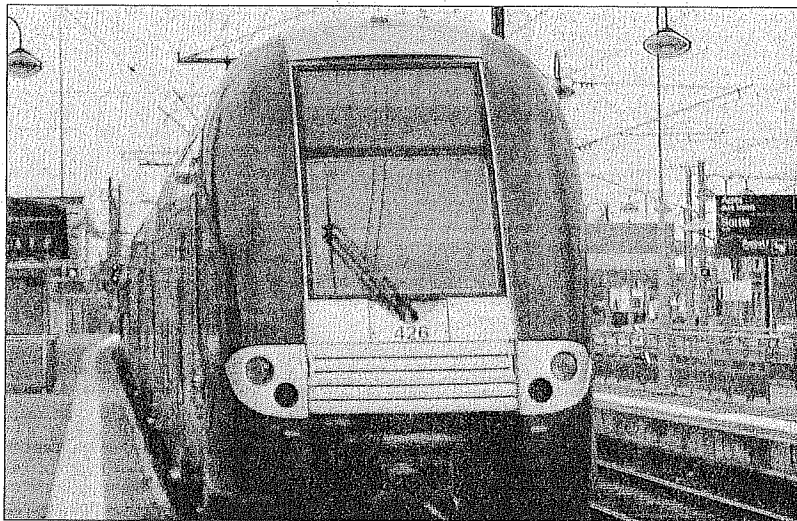
BEAUVAIS • Des usagers excédés, une collectivité qui perd patience... Le président de Région interpelle celui de la SNCF. Il lui demande d'assumer son rôle d'opérateur ferroviaire.

Après le ras-le-bol des usagers, celui de la Région... Confronté à la dégradation du service sur l'artère Paris-Persan-Beauvais, Claude Gewerc, le président de la région Picardie, a écrit récemment à Guillaume Pépy, le président de la SNCF, afin d'attirer son attention sur les mauvais résultats en termes de régularité (parmi les plus mauvais du TER Picardie avec l'axe Creil-Beauvais), et l'inconfort auquel sont désormais soumis les passagers.

Retour en arrière : depuis des mois, la régularité des liaisons Paris-Beauvais est affectée par les retards et suppressions de trains dus à la vétusté des matériels utilisés par la SNCF (BB 17 000, machines quadragénaires qui ont tendance à tanguer...). Un rapport du CHSCT de la SNCF ayant mis en avant les risques de lombalgie auxquels sont soumis les conducteurs, ces derniers ont exigé le retrait de ces matériels.

Le hic, c'est qu'en attendant l'arrivée de nouvelles rames régionales fin 2009, la SNCF a remis en service une rame RIO tractée par une locomotive diesel (alors que la ligne a été électrifiée à grands frais), et surtout deux rames Z 6 100 rapatriées des régions PACA et Lorraine. Des matériels totalement dépassés, bruyants et inconfortables qui font désormais tache dans le paysage ferroviaire.

«Malgré la forte implication du



De nouveaux TER 2 N NG achetés par la Région arriveront en 2009. D'ici là, la SNCF devra trouver une solution.

conseil régional de Picardie (N.D.L.R. : 160 M€ investis depuis 1999 sur cet axe) le confort des usagers est de nouveau mis à mal, rappelle dans son courrier Claude Gewerc. Compte tenu des efforts faits sur cet axe par la Région, je souhaite que de son côté la SNCF assume pleinement son rôle d'opérateur ferroviaire en proposant un service de qualité aux usagers... Je peux comprendre les difficultés quoti-

diennes auxquelles sont confrontés les conducteurs de ces locomotives BB 17 000, mais il est inacceptable que les usagers soient ainsi pris en otage et soient contraints de rouler dans du matériel vétuste et peu fiable...

Une façon diplomatique pour le président Gewerc de s'étonner que la SNCF ait ainsi pu jouer le confort d'un conducteur contre celui de 300 passagers.

Aux dernières nouvelles, la direction régionale SNCF d'Amiens chercherait par tous les moyens à remplacer ses Z 6 100 antédiluviennes par des matériels plus modernes.

Un chantier apparemment complexe, que la société va néanmoins devoir mener rapidement si elle veut éviter l'explosion sur cet axe Paris-Beauvais, décidément maudit.

PHILIPPE FLUCKIGER

Le conseil général à l'heure des comptes

BEAUVAIS • On ne change pas les bonnes habitudes. Pour la troisième année consécutive, ce matin à partir de 10 heures, le conseil général retransmet en direct sur son site internet (www.oise.fr) sa première séance publique consacrée au budget depuis les élections.

La majorité doit notamment présenter son compte administratif pour 2007. Un moment de vérité comptable. Une fois encore l'équipe d'Yves Rome brandira un tableau qui démontre le coût des transferts de charges de l'État.

En 2007 par exemple, le conseil

général a dépensé 56,1 millions d'euros pour le RMI contre 43,7 en 2004. Mais à l'arrivée, l'État met moins d'argent pour aider la collectivité.

Depuis 2004, le conseil général estime avoir été lésé de 115,2 millions. Alors que depuis 2006, il a dû en plus absorber le transfert de l'entretien des routes nationales.

Malgré tout, le Département estime avoir maintenu un bon niveau d'aides. Par exemple pour l'aménagement du territoire par les communes avec un budget en hausse de 15% à 38,7 millions.

Les crédits de travaux consacrés

aux collèges se sont élevés à 37 millions, ceux consacrés aux financements des actions en faveur des personnes âgées à 53 millions, tandis que le budget au service des personnes handicapées dépassait les 60 millions.

Pour financer toutes ces mesures, et en plus des investissements très critiqués par l'opposition, comme les Maisons du conseil général, la majorité avait eu recours à deux augmentations consécutives des impôts en 2005, puis, en 2006.

On parlait moins qu'aujourd'hui des problèmes de pouvoir d'achat des contribuables.

Un jour pour la transmission d'entreprise

COMPIÈGNE • C'est en tout plus de 500 chefs et repreneurs d'entreprises qui sont attendus à Compiègne à l'occasion du 1^{er} forum de la transmission d'entreprise de Picardie.

Selon l'INSEE, en Picardie, 17 000 entreprises indépendantes sont dirigées par des personnes de plus de 50 ans (10 000 avaient plus de 55 ans en 2007) employant 75 000 emplois au total. Cela représente 40% des entreprises indépendantes de la région.

La matinée sera consacrée à la transmission interne (héritier familial ou cadre salarié).

L'après-midi, cinq ateliers pratiques seront ouverts sur les thèmes :

comment déterminer la valeur d'une entreprise ? Gérer les aspects humains d'une reprise ; financer un projet ; quels outils de financement ; dans quel secteur reprendre ?

Des rencontres en rendez-vous individuels seront ouvertes avec des experts sur : la transmission/reprise, le montage de projet, la recherche d'entreprises à céder, les financements et cautions, le régime fiscal, la protection sociale...

Ce forum se tiendra à l'initiative des compagnies consulaires régionales, le 26 juin de 9 heures à 16 h 30.

• Centre de transfert de l'UTC, 66, avenue de Landshut

L'intersyndicale de Bosch reçue à Bercy

BEAUVAIS • Hier, en fin d'après-midi, une délégation intersyndicale de l'usine Bosch de Beauvais, accompagnée par la maire, Caroline Cayeux, a été reçue au ministère des Finances, à Bercy, par un conseiller de la ministre, Christine Lagarde.

«On s'est exprimé, on a exposé nos pistes et on a été écoutés», explique Patrice Tempier, délégué syndical CFDT. Le bras droit de madame Lagarde semblait bien connaître le dossier et avait sans doute été en contact avec la direction de Bosch France. À Bercy, ils attendent désormais le retour du rapport que l'on a commandé auprès du cabinet d'expertise Secafi.

Quant à l'intervention de Caroline Cayeux, Patrice Tempier l'a trouvée

«plus favorable cette fois que lors de sa précédente intervention. On a senti qu'elle nous soutenait davantage, qu'elle voulait sauver les emplois.»

Après l'annonce de la fermeture de l'entreprise en 2009, un mouvement de grève avait bloqué l'usine avant que les ouvriers ne décident de reprendre le travail.

Avant d'aller à Bercy, l'intersyndicale avait rencontré la direction en comité central d'entreprise. «On demandait deux mois pour établir une commission de réindustrialisation», précise Patrice Tempier. Mais pas juillet et août, en pleine période de vacances comme la direction le voulait. On a donc quitté la séance !

Toujours dans le cadre de ce conflit social, le député Olivier Das-



La maire de Beauvais à l'usine Bosch

sault a reçu mardi à l'assemblée nationale Guy Maugis, le président de Bosch France. Il lui a fait part de sa vive inquiétude et lui a dit compter sur des mesures d'accompagnement sur les plans technique, économique mais aussi moral et humain.

La gare TGV rêve de logistique

ESTRÉES-DENIÉCOURT • À deux pas de la gare TGV «des betteraves», située dans la Somme, les 70 hectares de la zone d'activité de Haute-Picardie ont été inaugurés vendredi. Un site prometteur au croisement des autoroutes A29 et A1, du canal à grand gabarit et du TGV nord.

La société Nexity-Ceprim vient d'être choisie par les élus pour y développer un parc logistique de 12 hectares. L'investissement est estimé à 50 millions d'euros. Une première tranche pourrait être achevée en 2010 et le programme bouclé en 2013. Six cents emplois seraient à la clef.

«Nous sommes développeur-lotisseur», explique Frédéric Chabrol, président du directoire, ce qui veut dire que nous n'investissons pas, directe-

ment. Nous choisissons des sites qui nous semblent propices, nous les travaillons pour des fonds d'investissement qui, à leur tour, loueront ou vendront les locaux.» La logistique, selon lui, est l'industrie d'aujourd'hui. La production s'éloigne de plus en plus de l'Europe alors que la demande des consommateurs est toujours ici.

Nexity-Ceprim va construire en respectant le principe de la construction «à blanc». Ce principe sera également adopté dans la même zone de Haute-Picardie, par la chambre de commerce, maître d'ouvrage d'un village agroalimentaire de 10 hectares. «Les entreprises veulent des réponses adaptées et surtout rapides, justifie-t-on à la communauté de communes. On ne peut plus prospecter à partir d'une vague projet», explique M. Chabrol.